

# Les combats des parlementaires socialistes

*2002 - 2007  
Une opposition  
d'intérêt général*



**D**ans des institutions qui accordent à l'opposition des moyens d'action limités, les groupes parlementaires socialistes peuvent être fiers de leur bilan.

Durant la législature, les députés et les sénateurs socialistes et apparentés ont remporté des victoires importantes pour les Français.

En faisant barrage à des lois dangereuses, en restant toujours force de propositions, en initiant des réactions salutaires à la politique de MM. Raffarin, Villepin et Sarkozy, ils ont dessiné la France qui se relève.

## GDF : un combat à l'énergie

Été 2006 - Assemblée Nationale Session extraordinaire - L'UMP veut privatiser GDF pour le marier avec Suez

La désintégration du secteur public de l'énergie est programmée dans l'urgence et la discrétion

- menace pour l'indépendance énergétique de la France
- inflation inévitable du prix du gaz
- fin des tarifs réglementés
- conséquences en cascade sur la politique industrielle
- mise en concurrence dangereuse et inutile avec EDF
- menace sur l'emploi

12 semaines de débats  
37 000 amendements, saisine du Conseil constitutionnel

30 novembre 2006 : le Conseil constitutionnel reporte la privatisation de GDF au 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Grâce aux parlementaires socialistes, les Français pourront trancher

### Propositions :

- Création d'un grand pôle public de l'énergie (EDF/GDF)

## CPE : le combat du travail

Janvier/mars 2006 : le combat des parlementaires socialistes a largement contribué à la prise de conscience du danger de cette loi pour les jeunes jusqu'à 25 ans

- dévalorisation des diplômes et du travail
- affaiblissement du droit du travail
- précarisation d'une génération
- arbitraire des licenciements

40 questions d'actualité, trois mois de bataille parlementaire, défense d'une motion de censure

Devant l'ampleur des manifestations, la détermination et l'unité syndicales, le gouvernement a retiré le CPE.

Mais le droit du travail reste menacé ; le CNE est toujours en vigueur et continue de précariser des milliers de salariés dans les petites et moyennes entreprises.

« L'indépendance énergétique de la France est gravement menacée »

F. Brottes  
octobre 2006

« Vous n'avez tiré aucune leçon de la crise des banlieues »

J.-M. Ayrault  
février 2006

### Propositions :

- Créer un droit au premier emploi des jeunes
- Développer 500 000 emplois tremplins
- Instaurer un prêt à taux zéro de 10 000 euros à chaque jeune porteur d'un projet

## Décolonisation : un combat pour l'histoire

Février 2005 - L'article 4 de la loi en faveur des rapatriés reconnaît un rôle positif à la colonisation. Cet article a blessé nombre de nos compatriotes.

Les députés socialistes déposent une proposition de loi pour abroger cet article scélérat

La proposition de loi n'est pas adoptée mais le Chef de

l'Etat confie une mission au Président de l'Assemblée nationale qui aboutit à l'abrogation de cet article.

Les parlementaires socialistes veulent travailler à rassembler la nation autour d'une mémoire apaisée et partagée, où chaque enfant de la République trouve sa place.

# SRU : le combat du logement

2005 - La droite veut démanteler la loi Solidarité et Rénovation Urbaine (SRU) et supprimer le ratio de 20 % de logements sociaux par commune

1.4 million de Français sont en attente d'un logement social

- grave échec dans la politique de mixité sociale
- le droit au logement n'est pas assuré ; les situations d'urgence se multiplient
- familles mono-parentales en difficulté
- aucune solution de substitution alors que les prix de l'immobilier privé n'ont jamais été aussi élevés

Les députés et sénateurs PS se mobilisent avec les acteurs du logement, six semaines de combat parlementaire, l'abbé Pierre vient à l'Assemblée nationale exprimer son indignation. Au Sénat, le groupe socialiste obtient le maintien de la SRU.

La droite recule. L'article 55 de la loi est préservé. Pour autant, les maires des communes favorisées continuent d'ignorer le seuil de 20 % de logements sociaux.

## Propositions :

- Construction de 120 000 logements sociaux par an
- L'Etat pourra se substituer aux communes qui n'appliquent pas la loi SRU
- Le montant des amendes en cas de non respect sera majoré

# Laïcité : le combat pour la dignité

Mars 2004 - Face aux dérives communautaristes, notamment à l'école, et aux conflits créés par le port du voile, les parlementaires socialistes ont défendu une loi de concorde républicaine visant à interdire le port des signes religieux à l'école

La loi interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école a été votée à une écrasante majorité au Parlement

## Propositions :

- Intégrer à la Constitution une Charte de la laïcité
- Refuser toute remise en cause de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat

# Droits d'auteur : le combat de la culture

Décembre 2005  
Après avoir aggravé les sanctions pénales pour le téléchargement en 2004, le gouvernement veut imposer le filtrage des échanges sur Internet, la généralisation des mesures de protection des fichiers musicaux et la criminalisation de leur contournement.

En réaction, les députés socialistes votent la suppression de la pénalisation des échanges de fichiers musicaux et proposent un nouveau mécanisme de rémunération des auteurs.

Le gouvernement impose ses positions coercitives, au détriment du droit des artistes et des consommateurs.

Aujourd'hui, les faits donnent raison aux socialistes.

« La répression du téléchargement est irréaliste »

P. Bloche  
décembre 2005

« La communauté nationale se fragmente en communautés rivales avec pour seule devise : chacun pour soi et Dieu pour tous »

J.M. Ayrault  
février 2004

# Le combat pour une justice salariale

Pendant cinq ans, alors que le pouvoir d'achat des salariés a connu une très faible progression, les patrons du CAC 40 se sont octroyés une augmentation moyenne de 21 % de leurs revenus et une rémunération annuelle équivalente à plus de 300 fois celle d'un employé au SMIC et 150 fois la rémunération d'un patron de PME.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages a stagné. Alors qu'il progressait de plus de 3% par an entre 1998 et 2002, il n'augmente que de 1,7% en moyenne depuis que l'UMP est au pouvoir. Quant aux rémunérations des ouvriers et de l'ensemble des salariés, leur progression a été deux fois moindre (autour de 10%).

Aujourd'hui les patrons du CAC 40 s'attribuent des primes de départ qui peuvent atteindre des millions d'euros :

- 9.5 millions d'euros d'indemnité de départ pour le PDG de Carrefour en 2005
- 12 millions d'euros pour celui d'Accor en 2005
- 13 millions d'euros pour celui de Vinci en 2006
- 2.5 millions d'euros pour la PDG démissionnaire du Printemps, alors qu'un salarié démissionnaire n'a même pas droit aux Assedic

En mai 2004, les députés socialistes ont déposé une proposition de loi pour moraliser les rémunérations des dirigeants des sociétés cotées.

La proposition de loi socialiste a été rejetée par la majorité et par N. Sarkozy, ministre de l'Economie, au nom du principe de l'autorégulation.

## Propositions :

- Porter le SMIC à 1 500 euros en cinq ans
- Augmenter les salaires en organisant une conférence nationale annuelle sur les salaires réunissant les partenaires sociaux dès juin 2007
- Revaloriser immédiatement de 5% les petites retraites et l'allocation adulte handicapé

*« Il faut donner à la justice les moyens de mieux fonctionner »*

**A. Vallini**  
juin 2006

*« La société anonyme a été pervertie au point de présenter les caractéristiques d'une oligarchie irresponsable »*

**C. Caresche**  
mai 2004

# Outreau : Le combat pour la justice

Juin 2006 : La commission d'enquête demandée par les députés socialistes après le désastre judiciaire d'Outreau fait de nombreuses propositions de réformes pour que de telles injustices ne puissent se reproduire.

Le gouvernement est resté sourd aux conclusions de la commission en refusant d'engager les réformes proposées, pourtant votées à l'unanimité de la commission d'enquête

- Les Français n'ont plus confiance dans leur justice.
- Avec deux fois moins de magistrats que l'Autriche, la Pologne, l'Allemagne et la Croatie, la justice française est à la traîne des grandes démocraties.

**Proposition :** Mettre le budget de la justice française au niveau de celui des autres démocraties européennes